



Consensus économique 2021

Le consensus économique d'IDEA a pour but de révéler et d'analyser le sentiment d'un panel de décideurs économiques, politiques, de partenaires sociaux et d'économistes sur les principales tendances d'évolution de la conjoncture, le scénario macroéconomique privilégié au Luxembourg, ainsi que les grands défis politico-économiques et les réponses à apporter à ces derniers.

Entre le 11 et le 18 février 2021, 128 personnes ont ainsi répondu à un questionnaire anonyme (14 questions en ligne) sur un panel de 219 personnes, soit un taux de réponse de 58%.

Ce troisième exercice du consensus économique intervient dans un contexte d'incertitudes particulièrement élevé, la raison principale étant le doute qui continue de planer sur la capacité de la stratégie vaccinale à porter ses fruits dans les prochains mois. La consultation permet néanmoins de faire ressortir quelques grandes tendances éclairantes, voire (parfois) des consensus assez nets, tant sur le scénario macroéconomique luxembourgeois, que sur la « marche à suivre » pour accompagner ce moment économique inédit. Elle met également en exergue d'intéressants enseignements sur les grands enjeux européens.



Le panel

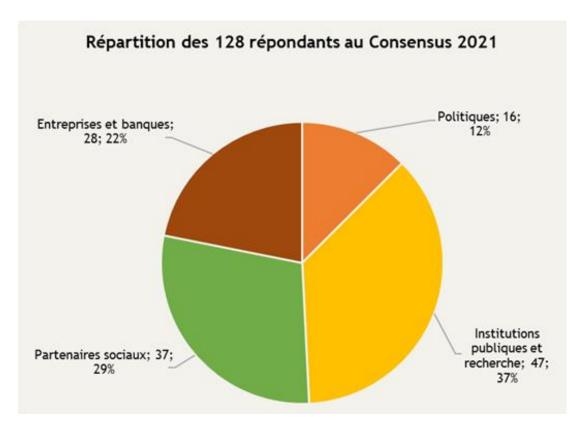
219 décideurs économiques, politiques, partenaires sociaux et économistes du Luxembourg issus de quatre grands groupes ont été sélectionnés pour composer le panel : les entreprises (y compris le secteur financier), les institutions publiques et de recherche, les responsables politiques et les partenaires sociaux (organisations patronales et salariales).

128 personnes ont répondu au questionnaire personnel et anonyme (15 questions en ligne), soit un taux de réponse de 58%, identique au taux observé pour le consensus de janvier 2020.

L'analyse complète du Consensus économique 2021 est à retrouver dans l'Avis Annuel 2021 d'IDEA:

www.fondation-idea.lu

Répondants au Consensus 2021





Les grands enseignements du Consensus (1/7)

- Sur les principaux « paris » pour 2021, la maîtrise de la pandémie de Covid-19 à l'échelle mondiale, ainsi que le rattrapage du retard dans la vaccination pris par l'UE par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni sont jugés relativement peu probables.
- Les membres du consensus situent la levée des principales restrictions sanitaires au Luxembourg entre le 2ème et le 3ème trimestre et considèrent qu'elle sera progressive.
- La croissance économique se situerait autour de 1,5% en 2021 au Luxembourg. Le rebond serait donc modéré, mais les réponses des panélistes sont très dispersées. Pour 2022, elles convergent en revanche davantage, autour du rythme de croissance d'avant crise (+2,7%).
- Le risque de survenue d'une vague de faillites progresserait à partir du 2ème semestre 2021 et au 1er semestre 2022. Ce risque apparaitrait donc bien avec le moment de la levée des restrictions... et probablement des aides publiques.

- En revanche, les membres du panel n'anticipent pas d'« explosion » du chômage. Ce dernier resterait en effet très proche du niveau actuel en 2021 et en 2022.
- Une forte accélération de l'inflation semble écartée pour 2021. Les taux d'intérêt progresseraient graduellement dans les 5 prochaines années, écartant a priori certains risques systémiques (éclatement de bulles immobilières, soutenabilité des dettes publiques, etc.).
- Alors que la dette publique a progressé de 4,5 pp en un an, les membres du consensus entrevoient une poursuite de la tendance à la hausse avec un endettement public qui pourrait s'établir autour de 30% du PIB dans 5 ans. Ils considèrent en revanche majoritairement que le moment n'est pas venu de discuter de mesures visant à réduire la dette publique au Luxembourg.

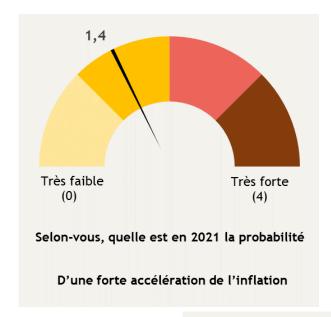


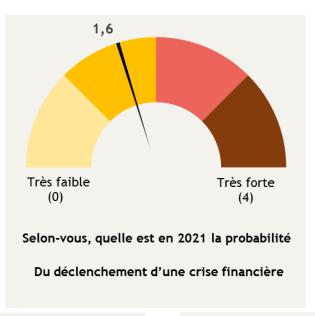
Les grands enseignements du Consensus (2/2)

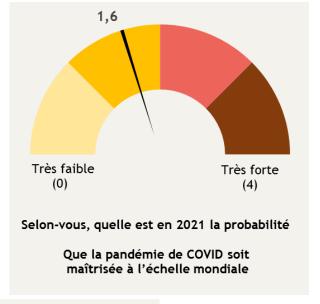
- Les membres du panel expriment un plébiscite à l'égard du gouvernement luxembourgeois pour sa gestion économique de la crise sanitaire (93% d'opinions favorables).
- Des inquiétudes sur le plan social ressortent de la consultation. Le risque de multiplication de mouvements sociaux en Europe est pointé, tandis qu'une majorité des décideurs interrogés estime que de nouvelles mesures redistributives sont à envisager au Luxembourg et qu'il est important d'inciter les ménages aisés à canaliser leur épargne vers la consommation plutôt que vers l'investissement immobilier.
- Au niveau européen, le plan de relance « NextGenerationEU » (750 milliards d'euros) serait à renforcer, mais la transformation de la dette de la BCE en dette perpétuelle recueille 44% d'opinions négatives. Les avis sont très partagés sur la nécessité de revoir les règles du Pacte de Stabilité et de Croissance, avec toutefois une majorité relative en faveur d'une suppression des critères dits de Maastricht, ce qui constitue une nouveauté par rapport au consensus de 2020.
- Enfin, dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique, une (courte) majorité estime que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ne sont pas atteignables ni dans l'UE, ni au Luxembourg, mais ce « scepticisme » recule par rapport au consensus de 2020.

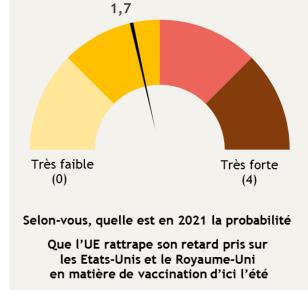
Quelques paris sur 2021

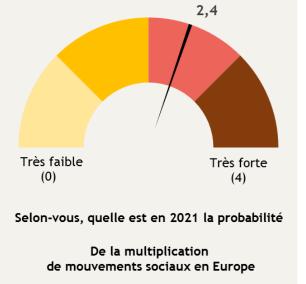








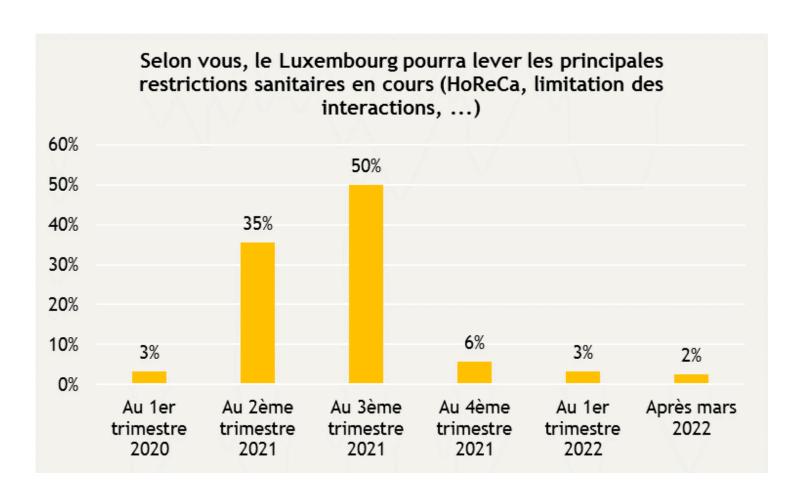






Quelle sortie de crise pour le Luxembourg?

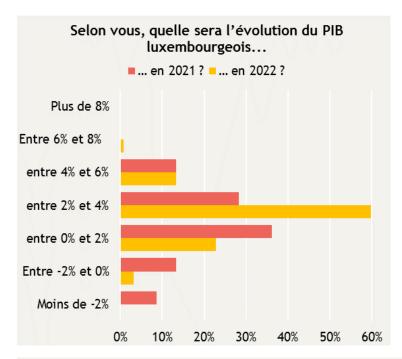
- Commentaires sur la difficulté à prévoir les conditions de la levée des restrictions actuelles
- Mais une perspective pour le début de l'été ?

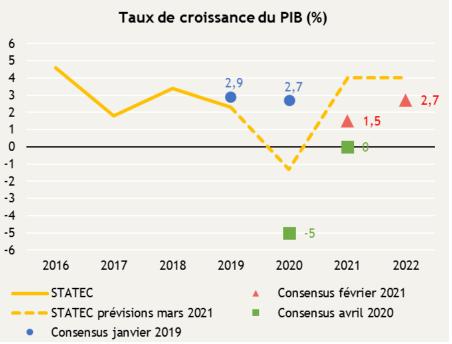


Croissance

- Des réponses plutôt « dispersées » pour 2021
- Un rebond modéré en vue (+1,5%), inférieur au nouveau scénario du STATEC
- ⇒ Effet « mécanique », suite à la récession modérée en 2020 ?
- ⇒ Effet « incertitudes », suite au maintient attendu des restrictions au 1er semestre?
- Une croissance autour des niveaux d'avant crise attendue en 2022

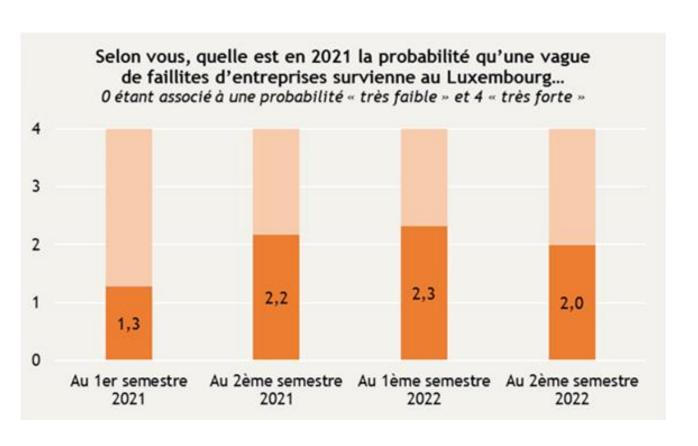


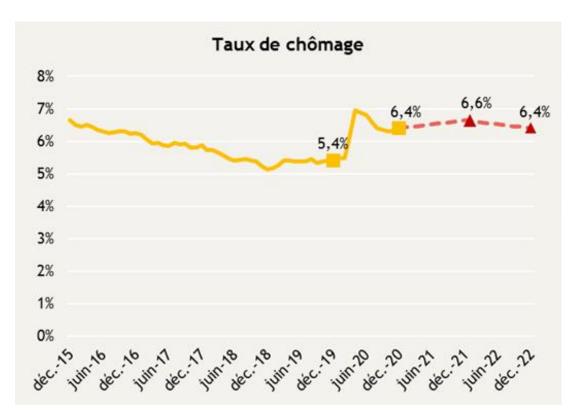






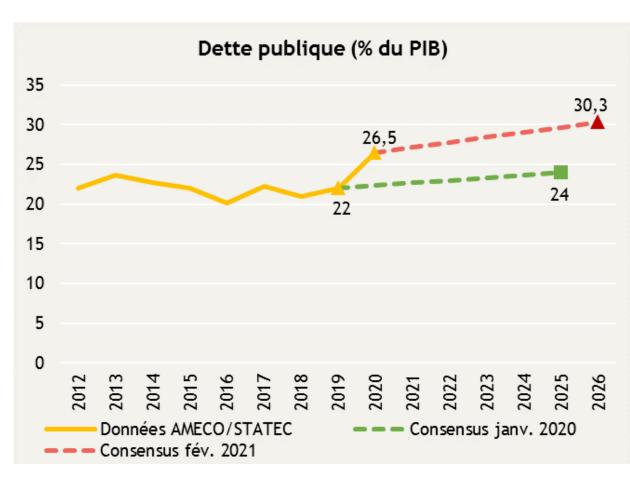
Incertitudes sur les faillites, pas d'explosion du chômage en vue

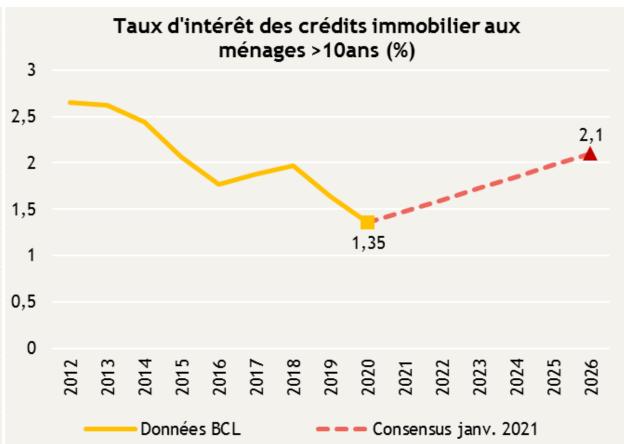






Dette publique et taux d'intérêt en 2026







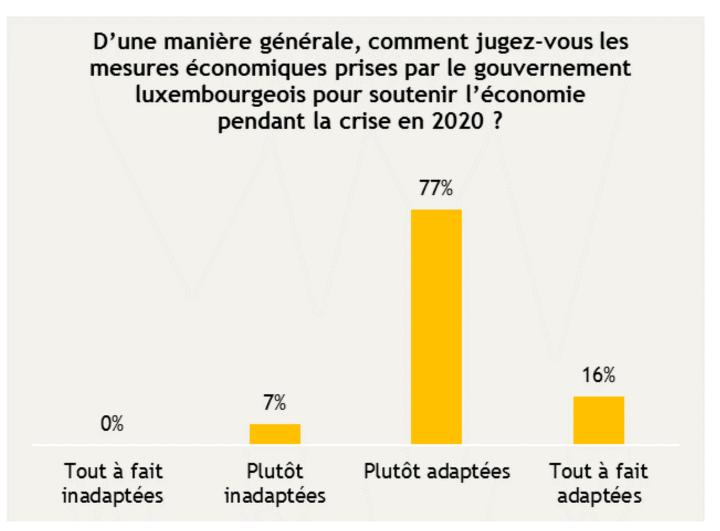
Les mesures économiques du gouvernement plébiscitées

- 93% d'opinions positives

- Entreprises et banques : 89%

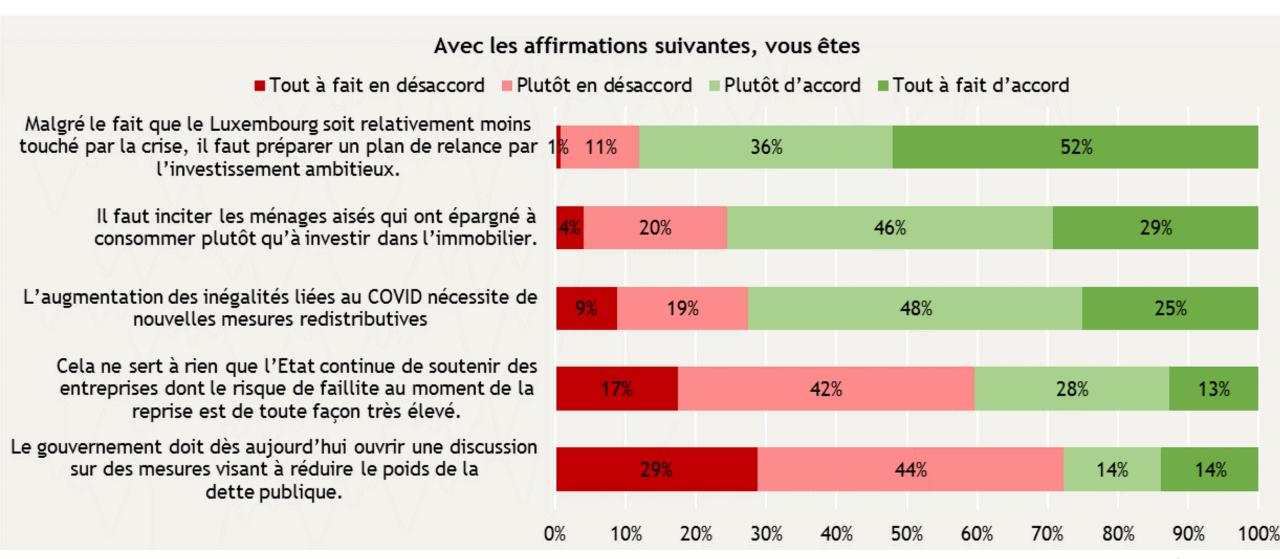
- Partenaires sociaux : 92%

- Institutions publiques et de recherche: 98%





L'état du débat

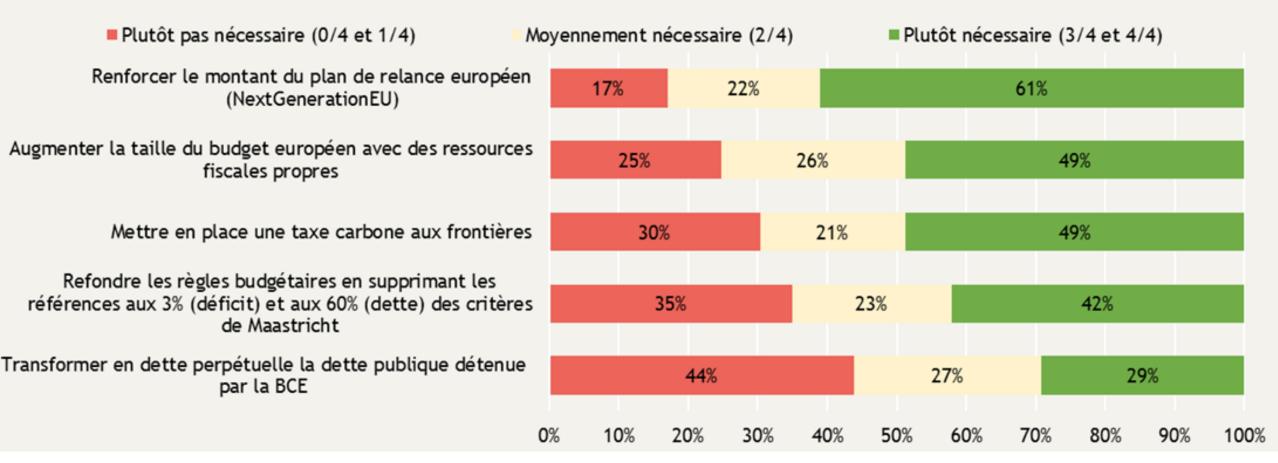




Les enjeux européens

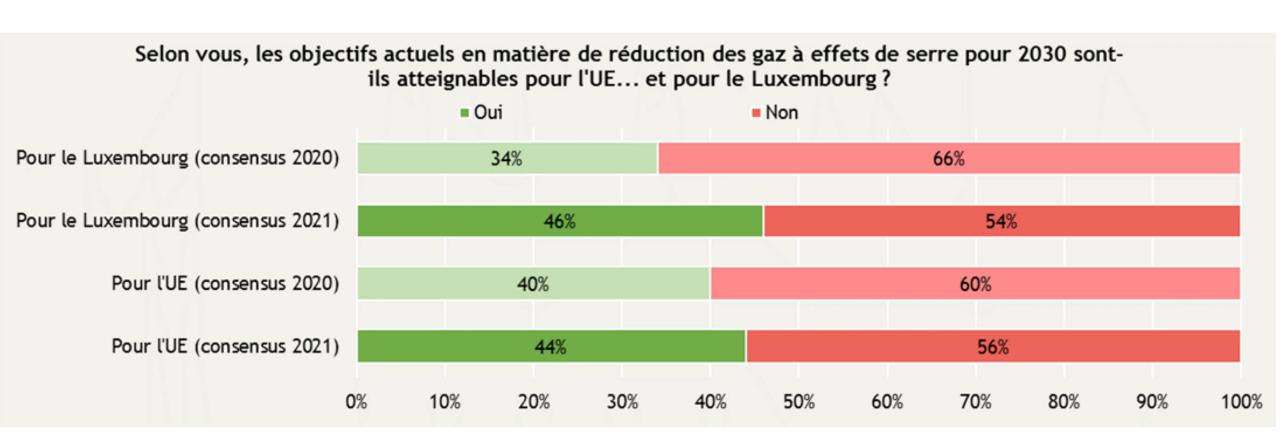
Selon vous, quel serait le degré de nécessité de ces mesures pour l'Union européenne et/ou la zone euro ?

O étant associé à « peu nécessaire », et 4 « très nécessaire ».





Et le climat dans tout ça?





L'analyse complète du Consensus économique 2021 est à retrouver dans l'Avis Annuel 2021 d'IDEA

www.fondation-idea.lu

https://twitter.com/FondationIDEA

https://www.facebook.com/FondationIDEA/

https://www.linkedin.com/company/fondationidea/





